

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 07828

Numéro SIREN : 492 783 394

Nom ou dénomination : HVM PIZZA

Ce dépôt a été enregistré le 28/02/2019 sous le numéro de dépôt 7137

Exemplaire Greffe

HVM PIZZA

Société à responsabilité limitée

4 rue Olympe de Gouges

92230 Gennevilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2018

Ar. Brey
Capre certifié conforme

HVM PIZZA

Société à responsabilité limitée

4 rue Olympe de Gouges

92230 Gennevilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2018

A l'Associé unique de la société HVM PIZZA

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HVM relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

À la clôture de l'exercice, les fonds de commerce sont comptabilisés pour une valeur brute totale de 7 715 140 euros et ne font pas l'objet d'une dépréciation. Comme décrit dans la note « Informations complémentaires pour donner une image fidèle » des règles et méthodes comptables de l'annexe, votre société effectue une évaluation des fonds chaque année. Cette analyse conduirait à comptabiliser une provision à hauteur de 420 319 euros. Cette provision n'a pas été comptabilisée dans les comptes clos le 30 juin 2018.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Lille, le 21 décembre 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Edouard LHOMME

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2018			30/06/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 137 260	187 186	950 074	713 138
	Fonds commercial (1)	7 715 140		7 715 140	8 656 762
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	752 788	357 313	395 476	395 476
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	3 696 112	1 065 427	2 630 684	2 891 629
	Autres immobilisations corporelles	3 200 485	1 143 167	2 057 318	1 638 417
	Immobilisations en cours	53 812		53 812	573 238
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	1 469 946		1 469 946	308 273
	Autres immobilisations financières	417 559		417 559	420 805
	TOTAL (II)	18 443 101	2 753 093	15 690 009	15 597 737
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	75 923		75 923	85 251
	Avances et Acomptes versés sur commandes	62 468		62 468	30 026
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	355 376		355 376	176 929
	Autres créances	2 486 895		2 486 895	2 651 856
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	873 511		873 511	1 599 757
	Charges constatées d'avance	144 026		144 026	138 283
	TOTAL (III)	3 998 199		3 998 199	4 682 103
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		22 441 300	2 753 093	19 688 208	20 279 840

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

165 362

308 273

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		30/06/2018	30/06/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	50 000	50 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	180 759	180 759
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	2 212 132	1 380 111
	Résultat de l'exercice	752 985	832 020
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	3 195 876	2 442 891
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	14 102 999	14 846 515
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	779 264	564 956
	Dettes fiscales et sociales	1 609 714	2 450 360
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	355	(24 883)
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	16 492 332	17 836 949
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	19 688 208	20 279 840
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		752 985,08	832 020,43
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		2 424 333	17 821 949
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	13 614 106		13 614 106	15 657 559
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	376 195		376 195	330 365
	Montant net du chiffre d'affaires	13 990 301		13 990 301	15 987 924
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits			2 039	14 980 (2)
	Total des produits d'exploitation (1)			13 992 340	16 002 902
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock			3 828 373	4 453 483
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock			(362)	
	Autres achats et charges externes			5 212 545	5 486 404
	Impôts, taxes et versements assimilés			544 385	445 680
	Salaires et traitements			5 400 368	5 840 850
	Charges sociales du personnel			1 359 430	1 141 778
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			1 295 098	1 067 653
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			(4 477 791)	(3 445 160)
	Total des charges d'exploitation (2)			13 162 046	14 990 686
RESULTAT D'EXPLOITATION				830 294	1 012 216

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

RESULTAT D'EXPLOITATION		830 294	1 012 216
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	702	
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	5 454	5 757
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 156	5 757
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	279 056	332 549
	Différences négatives de change	(2)	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		279 054	332 549
RESULTAT FINANCIER		(272 898)	(326 792)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		557 396	685 424
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	2 946 659	2 724 495
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	2 946 659	2 724 495
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	8 396	14 613
	Sur opérations en capital	2 420 782	2 111 269
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 877	
	Total des charges exceptionnelles	2 460 055	2 125 882
RESULTAT EXCEPTIONNEL		486 604	598 613
PARTICIPATION DES SALAIRES		87 238	146 351
IMPOTS SUR LES BENEFICES		203 777	305 665
TOTAL DES PRODUITS		16 945 155	18 733 154
TOTAL DES CHARGES		16 192 170	17 901 133
RESULTAT DE L'EXERCICE		752 985	832 020

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

260 346

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice clos le **30/06/2018** ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014.

Le bilan de l'exercice présente un total de **19 688 208 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **16 945 155 euros** et un total **charges** de **16 192 170 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **752 985 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/07/2017** et finit le **30/06/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Opérations concernant les entreprises liées

La fraction des emprunts et dettes financières divers concernant les entreprises liées est de :
14 067 999 €

La fraction des dettes fournisseurs et comptes rattachés concernant les entreprises liées est de :
141 716 €

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2018, la société a exploité les fonds de commerce de :

- Garges-les-Gonesse depuis Octobre 2014 ;
- 7 magasins dans la région Lilloise (Lille Nationale, Lille Ronchin, Marcq en Baroeul, Villeneuve d'Ascq 1 et 2, Loos, Lambersart) depuis Juillet 2014 ;
- Perpignan depuis Janvier 2013 ;
- Saint-Quentin depuis Mai 2013 ;
- Saint-Denis depuis Mai 2015 ;
- Paris 18 depuis Juillet 2015 ;
- Paris 20 Avron depuis Juillet 2015 ;
- Paris 11 depuis Septembre 2015 ;
- Paris 10 depuis Janvier 2016 ;
- Roubaix depuis Novembre 2015 ;
- Hellemmes depuis Mars 2016 ;
- Paris 18 Damrémont depuis Mars 2016 ;
- Gennevilliers depuis Août 2016 ;
- Paris 9 Châteaudun depuis Février 2017 ;
- Paris 20 Gambetta depuis Mai 2017 ;
- Lille Gambetta depuis Avril 2017 ;
- Ploufragan depuis Juillet 2016 ;
- Paris 7, Paris 16 Nord et Paris 16 Sud depuis Septembre 2016 ;

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Paris 20 Belleville depuis Janvier 2017,
- Châteaubriant depuis Décembre 2016

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2018, la société a :

- Procédé à la création du fonds de commerce de Lille Belfort en septembre 2017 ;
- Résilié le bail de Garges les Gonesse en octobre 2017 ;
- Cédé les fonds de commerce de Perpignan, de Châtelleraut et de Saint-Quentin en octobre 2017 ;
- Mis en location-gérance Toulouse Lascrosses en juillet 2017, Salon de Provence en août 2017, Villeneuve-d'Ascq 1 et Villeneuve d'Ascq 2 en novembre 2017, Saint-Denis en mai 2018 et Mont de Marsan en juin 2018 ;
- Constaté la démission de M. Andrew RENNIE de son mandat de gérant et la nomination de M. Derk THIJS en qualité de gérant en juillet 2017 ;
- Fermé Carhaix en juillet 2017 ;
- Acquis et cédé le droit au bail de Touques en mai 2018 ;
- Cédé le droit au bail de Cagnes sur Mer en juin 2018 ;
- Cédé les fonds de commerce de Lambersart, Loos et Marcq en Baroeul en juin 2018.

Détail par magasin des fonds de commerce :

GOODWILL PARIS 16 NORD	696.271,00
GOODWILL PARIS 16 SUD	506.492,00
GOODWILL PARIS 9	387.920,18
CARPA Cession Paris 9 new store	100.000,00
CARPA INDEMNITE IMMOBILISATION	15.500,00
SARL OLIVIER Cession Paris 9 new store	195.000,00
GOODWILL PARIS 7	522.376,00
GOODWILL FLEURY LES AUBRAIS	265.614,53
GOODWILL ST JEAN DE BRAYE	254.766,00
GOODWILL ROUEN CORNEILLE	261.777,00
GOODWILL PARIS 11	534.867,72
GOODWILL LILLE NATIONAL	633.209,57
GOODWILL LILLE RONCHIN	530.542,09
GOODWILL PARIS 18	393.788,17
GOODWILL PARIS 10	287.635,96
GOODWILL PARIS 20	444.796,69

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

HDP Restauration PURCHASE PARIS 20 BELLEVILLE	65.000,00
CARPA PURCHASE PARIS 20 BELLEVILLE	283.528,00
GOODWILL VILLENEUVE D'ASCQ 1	426.554,79
GOODWILL VILLENEUVE D'ASCQ 2	423.229,94
FONDS DE COMMERCE PARIS 18 DAMREMONT	299.999,00
CURTIS POINT DE VENTE PARIS 18 DAMREMONT	30.000,00
GOODWILL PLOUFRAGAN	10.700,00
DROIT AU BAIL PLOUFRAGAN	120.570,93
GOODWILL CARHAIX	25.000,00
Total Fonds Commercial	7.715.139,57

Les fonds de commerce sont constitués des éléments suivants :

- Clientèle et achalandage associé
- Droit au bail des locaux loués
- Bénéfice de tous les contrats rattachés à l'exploitation du fonds
- Fichiers clients et fournisseurs ainsi que tout document nécessaire à l'exploitation du fonds

Une évaluation des fonds est réalisée chaque année en comparant la valeur d'acquisition du fonds avec la valeur d'usage déterminée d'une manière multi critères (valorisation via un multiple de l'EBITDA, promesses de ventes...). Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Crédit d'impôt compétitivité emploi

Au titre de l'exercice, la société a obtenu une réduction de charges sociales d'un montant de 303 741 €. Cette somme a servi à financer les investissements.

Indemnités de départ en retraite

La société ne provisionne pas ses engagements en matière d'indemnités de départ en retraite.

Conformément à l'article L 123-13, al 3 du Code de commerce et au PCG (art. 531-2/9), une information est fournie en annexe.

Le montant des engagements de l'entreprise vis à vis de ses salariés au titre des indemnités de départ en retraite s'élève à 22 750 euros au 30 Juin 2018 (Charges sociales patronales incluses).

Le montant de ces engagements correspond à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode des unités de crédit projetés, qui prend en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation des salaires et d'actualisation.

Les principales hypothèses s'établissent comme suit:

- convention collective « Restauration rapide »
- âge de départ volontaire à la retraite : 65 ans
- Probabilité de vie et de présence : catégorie "Forte" selon les tables de mortalité générale et de probabilité de présence,
- taux d'actualisation : 4 %
- taux d'augmentation des salaires net de l'inflation : 2 %

Evènements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture de l'exercice, les événements suivants ont marqué la vie de notre société :

- Cession du fonds de commerce de Sainte-Savine en août 2018 ;
- Constatation de la démission de M. Derk THIJS de son mandat de gérant et nomination de M. Andrew BRADLEY en qualité de gérant le 16 juillet 2018 ;
- Résiliation anticipée de la location-gérance de Salon de Provence avec la société HDLP SALON en juillet 2018 ;
- Mise en gérance-mandat de Salon de Provence en juillet 2018 ;
- Mise en location-gérance de Salon de Provence en août 2018 avec la société F2G1.

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à rapporter pour l'exercice clos le 30 juin 2018.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2018
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	9 447 929		706 232		1 301 762
						8 852 399
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 447 929		706 232		1 301 762

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	752 788				752 788
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 485 947		955 461	745 296	3 696 112
	Instal., agencement, aménagement divers	2 100 551		1 096 927	646 310	2 551 168
	Matériel de transport	356 870		24 869	26 664	355 075
	Matériel de bureau, mobilier	288 218		78 006	71 983	294 242
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	573 238		3 109 270	3 275 605	353 091
	Avances et acomptes					53 812
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 557 613		5 264 532	3 275 605	1 843 343

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	729 077		3 135 603	1 977 176	1 887 505
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	729 077		3 135 603	1 977 176	1 887 505

TOTAL	17 734 619		9 106 368	3 275 605	5 122 281	18 443 101
--------------	-------------------	--	------------------	------------------	------------------	-------------------

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2018
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	78 029	142 294	33 137	187 186
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	78 029	142 294	33 137	187 186
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	357 313			357 313
	Instal technique, matériel outillage industriels	594 318	692 729	254 858	1 032 188
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	744 663	293 689	353 993	684 359
	Matériel de transport	223 127	102 137	17 198	308 066
	Matériel de bureau, mobilier	139 433	63 951	52 642	150 741
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 058 853	1 152 506	678 691	2 532 668
TOTAL		2 136 883	1 294 799	711 828	2 719 854

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2018
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières		33 239		33 239
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		33 239		33 239
TOTAL GENERAL			33 239		33 239

Dont dotations et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	1 469 946	165 362	1 304 584
	Autres immobilisations financières	417 559		417 559
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	355 376	355 376	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 250	3 250	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 543	8 543	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	646 108	646 108	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	58 598	58 598	
	Divers	132 330	132 330	
	Groupe et associés (2)	31 674	31 674	
	Débiteurs divers	1 606 392	1 606 392	
	Charges constatées d'avances	144 026	144 026	
	TOTAL DES CREANCES	4 873 802	3 151 659	1 722 143
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		1 228 430		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		66 756		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	35 000	35 000		
	Fournisseurs et comptes rattachés	779 264	779 264		
	Personnel et comptes rattachés	969 182	969 182		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	549 448	549 448		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	147	147		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	90 937	90 937		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	14 067 999		14 067 999	
	Autres dettes	355	355		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		16 492 332	2 424 333	14 067 999	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Produits à recevoir		259 701
Autres créances clients		127 370
<i>Cls fact à établir FRCE</i>	<i>127 370</i>	
Autres créances		132 330
<i>Produits à recevoir CICE</i>	<i>132 330</i>	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Charges à payer		1 395 572
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		446 612
<i>FOURNIS.FACT.NON PAR</i>	<i>303 273</i>	
<i>Frs FNP Groupe</i>	<i>133 576</i>	
<i>Frs FNP Month End</i>	<i>9 763</i>	
Dettes fiscales et sociales		948 960
<i>Dettes prov salaires</i>	<i>2 598</i>	
<i>CONGES A PAYER</i>	<i>497 592</i>	
<i>Participation des salariés</i>	<i>191 163</i>	
<i>IJSS</i>	<i>9 972</i>	
<i>Pers. autres charges à payer</i>	<i>272</i>	
<i>Charges sociales sur salaires</i>	<i>98 086</i>	
<i>ORG.SOC. CH/CONGES A</i>	<i>149 277</i>	

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		30/06/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		5 000,00	10,0000	50 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		5 000,00	10,0000	50 000,00

--

ANNEXE - Elément 13

Effectif moyen

		30/06/2018	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		10	
	Professions intermédiaires			
	Employés		221	
	Ouvriers			
	TOTAL		231	

--

Identité de la société mère consolidant les comptes

30/06/2018

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
DOMINO'S PIZZA ENTREPRISE LIMITED Level 5, KSD1, 485 Kingsford Smith Drive, Hamilton QLD 4007,	LTD	192 808 000	100,00

Montant du capital en devise Australienne (AUD)

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	30/06/2018
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				144 026
CCA Services			144 026	
CCA Assurance				
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				144 026

ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		13 990 301
Ventes de marchandises		13 614 106
<i>Ventes magasins corporates</i>	<i>13 614 106</i>	
Production vendue Services		376 195
<i>LOCATIONS DIVERSES</i>	<i>363 143</i>	
<i>AUTRES PROD.ACTI.ANN</i>	<i>13 052</i>	
Chiffre d'affaires par marché géographique		13 990 301
Chiffre d'affaires FRANCE		13 990 301
<i>Ventes magasins corporates</i>	<i>13 614 106</i>	
<i>LOCATIONS DIVERSES</i>	<i>363 143</i>	
<i>AUTRES PROD.ACTI.ANN</i>	<i>13 052</i>	

ANNEXE - Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	30/06/2018	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		557 396	118 718	438 678
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		399 366	85 059	314 307
RESULTAT COMPTABLE		956 762	203 777	752 985

(1) après retraitements fiscaux.

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnité de départ en retraite (charges sociales incluses)	22 750	
	22 750	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	22 750	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

ANNEXE - Elément 11

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Etat exprimé en euros

30/06/2018

ACCROISSEMENTS	Provisions règlementées	
	Autres	
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		

ALLEGEMENTS	Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	63 721
	Investissement effort construction	10 757
	Autres	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		74 478

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	30/06/2018	30/06/2017	%	%	30/06/2018	30/06/2017	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	12 000	10 600	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	12 000	10 600	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	12 000	10 600	100,00	100,00				

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des produits exceptionnels		2 946 659
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 946 659
<i>Cession Immob.Incorporelles</i>	<i>1 950 800</i>	
<i>Immob. corporelles</i>	<i>10 719</i>	
<i>Cession immo corporelles</i>	<i>985 140</i>	
Total des charges exceptionnelles		2 460 055
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		8 396
<i>PENALITES ET AMENDES</i>	<i>8 396</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		2 420 782
<i>VNC IMMO INCORPORELLES</i>	<i>1 354 652</i>	
<i>VNC immobilis. corporelles</i>	<i>1 066 130</i>	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		30 877
<i>Dot/Amort Exceptionels Immo</i>	<i>30 877</i>	
Résultat exceptionnel		486 604

HVM PIZZA

**SARL à Associé Unique
au capital de 50 000 Euros**

**Siège social : 4 rue Olympe de Gouges
92230 GENNEVILLIERS**

R.C.S. : NANTERRE 492 783 394

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 DECEMBRE 2018

Première décision

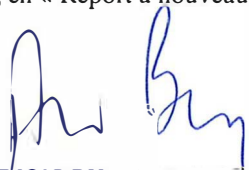
L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion de la gérance sur l'activité de la Société, des comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2018, approuve ledit rapport de gestion ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2018, lesquels font apparaître un résultat bénéficiaire de 752 985 Euros.

En conséquence, l'associé unique donne quitus entier et sans réserve à la gérance de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Il approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 231 830 Euros.

Deuxième décision

L'associée unique décide d'affecter intégralement le bénéfice de l'exercice, s'élevant à un montant de 752 985 Euros, en « Report à nouveau ».



DOMINO'S PIZZA FRANCE
Associé unique de la société HVM PIZZA
Représenté par Monsieur Andrew BRADLEY

Exemplaire Greffe

HVM PIZZA

Société à responsabilité limitée

4 rue Olympe de Gouges

92230 Gennevilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2018

Ar. Brey

Capre certifié conforme

HVM PIZZA

Société à responsabilité limitée

4 rue Olympe de Gouges

92230 Gennevilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2018

A l'Associé unique de la société HVM PIZZA

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HVM relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

À la clôture de l'exercice, les fonds de commerce sont comptabilisés pour une valeur brute totale de 7 715 140 euros et ne font pas l'objet d'une dépréciation. Comme décrit dans la note « Informations complémentaires pour donner une image fidèle » des règles et méthodes comptables de l'annexe, votre société effectue une évaluation des fonds chaque année. Cette analyse conduirait à comptabiliser une provision à hauteur de 420 319 euros. Cette provision n'a pas été comptabilisée dans les comptes clos le 30 juin 2018.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Lille, le 21 décembre 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Edouard LHOMME

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2018			30/06/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 137 260	187 186	950 074	713 138
	Fonds commercial (1)	7 715 140		7 715 140	8 656 762
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	752 788	357 313	395 476	395 476
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	3 696 112	1 065 427	2 630 684	2 891 629
	Autres immobilisations corporelles	3 200 485	1 143 167	2 057 318	1 638 417
	Immobilisations en cours	53 812		53 812	573 238
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	1 469 946		1 469 946	308 273
	Autres immobilisations financières	417 559		417 559	420 805
	TOTAL (II)	18 443 101	2 753 093	15 690 009	15 597 737
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	75 923		75 923	85 251
	Avances et Acomptes versés sur commandes	62 468		62 468	30 026
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	355 376		355 376	176 929
	Autres créances	2 486 895		2 486 895	2 651 856
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	873 511		873 511	1 599 757
	Charges constatées d'avance	144 026		144 026	138 283
	TOTAL (III)	3 998 199		3 998 199	4 682 103
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		22 441 300	2 753 093	19 688 208	20 279 840

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

165 362

308 273

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		30/06/2018	30/06/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	50 000	50 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	180 759	180 759
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	2 212 132	1 380 111
	Résultat de l'exercice	752 985	832 020
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	3 195 876	2 442 891
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	14 102 999	14 846 515
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	779 264	564 956
	Dettes fiscales et sociales	1 609 714	2 450 360
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	355	(24 883)
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	16 492 332	17 836 949
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	19 688 208	20 279 840
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		752 985,08	832 020,43
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		2 424 333	17 821 949
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	13 614 106		13 614 106	15 657 559
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	376 195		376 195	330 365
	Montant net du chiffre d'affaires	13 990 301		13 990 301	15 987 924
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits			2 039	14 980 (2)
	Total des produits d'exploitation (1)			13 992 340	16 002 902
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock			3 828 373	4 453 483
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock			(362)	
	Autres achats et charges externes			5 212 545	5 486 404
	Impôts, taxes et versements assimilés			544 385	445 680
	Salaires et traitements			5 400 368	5 840 850
	Charges sociales du personnel			1 359 430	1 141 778
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			1 295 098	1 067 653
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			(4 477 791)	(3 445 160)
	Total des charges d'exploitation (2)			13 162 046	14 990 686
RESULTAT D'EXPLOITATION				830 294	1 012 216

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2018

30/06/2017

RESULTAT D'EXPLOITATION		830 294	1 012 216
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	702	
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	5 454	5 757
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 156	5 757
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	279 056	332 549
	Différences négatives de change	(2)	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		279 054	332 549
RESULTAT FINANCIER		(272 898)	(326 792)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		557 396	685 424
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	2 946 659	2 724 495
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	2 946 659	2 724 495
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	8 396	14 613
	Sur opérations en capital	2 420 782	2 111 269
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 877	
	Total des charges exceptionnelles	2 460 055	2 125 882
RESULTAT EXCEPTIONNEL		486 604	598 613
PARTICIPATION DES SALAIRES		87 238	146 351
IMPOTS SUR LES BENEFICES		203 777	305 665
TOTAL DES PRODUITS		16 945 155	18 733 154
TOTAL DES CHARGES		16 192 170	17 901 133
RESULTAT DE L'EXERCICE		752 985	832 020

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

260 346

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice clos le **30/06/2018** ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014.

Le bilan de l'exercice présente un total de **19 688 208 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **16 945 155 euros** et un total **charges** de **16 192 170 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **752 985 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/07/2017** et finit le **30/06/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Opérations concernant les entreprises liées

La fraction des emprunts et dettes financières divers concernant les entreprises liées est de :
14 067 999 €

La fraction des dettes fournisseurs et comptes rattachés concernant les entreprises liées est de :
141 716 €

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2018, la société a exploité les fonds de commerce de :

- Garges-les-Gonesse depuis Octobre 2014 ;
- 7 magasins dans la région Lilloise (Lille Nationale, Lille Ronchin, Marcq en Baroeul, Villeneuve d'Ascq 1 et 2, Loos, Lambersart) depuis Juillet 2014 ;
- Perpignan depuis Janvier 2013 ;
- Saint-Quentin depuis Mai 2013 ;
- Saint-Denis depuis Mai 2015 ;
- Paris 18 depuis Juillet 2015 ;
- Paris 20 Avron depuis Juillet 2015 ;
- Paris 11 depuis Septembre 2015 ;
- Paris 10 depuis Janvier 2016 ;
- Roubaix depuis Novembre 2015 ;
- Hellemmes depuis Mars 2016 ;
- Paris 18 Damrémont depuis Mars 2016 ;
- Gennevilliers depuis Août 2016 ;
- Paris 9 Châteaudun depuis Février 2017 ;
- Paris 20 Gambetta depuis Mai 2017 ;
- Lille Gambetta depuis Avril 2017 ;
- Ploufragan depuis Juillet 2016 ;
- Paris 7, Paris 16 Nord et Paris 16 Sud depuis Septembre 2016 ;

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Paris 20 Belleville depuis Janvier 2017,
- Châteaubriant depuis Décembre 2016

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2018, la société a :

- Procédé à la création du fonds de commerce de Lille Belfort en septembre 2017 ;
- Résilié le bail de Garges les Gonesse en octobre 2017 ;
- Cédé les fonds de commerce de Perpignan, de Châtelleraut et de Saint-Quentin en octobre 2017 ;
- Mis en location-gérance Toulouse Lascrosses en juillet 2017, Salon de Provence en août 2017, Villeneuve-d'Ascq 1 et Villeneuve d'Ascq 2 en novembre 2017, Saint-Denis en mai 2018 et Mont de Marsan en juin 2018 ;
- Constaté la démission de M. Andrew RENNIE de son mandat de gérant et la nomination de M. Derk THIJS en qualité de gérant en juillet 2017 ;
- Fermé Carhaix en juillet 2017 ;
- Acquis et cédé le droit au bail de Touques en mai 2018 ;
- Cédé le droit au bail de Cagnes sur Mer en juin 2018 ;
- Cédé les fonds de commerce de Lambersart, Loos et Marcq en Baroeul en juin 2018.

Détail par magasin des fonds de commerce :

GOODWILL PARIS 16 NORD	696.271,00
GOODWILL PARIS 16 SUD	506.492,00
GOODWILL PARIS 9	387.920,18
CARPA Cession Paris 9 new store	100.000,00
CARPA INDEMNITE IMMOBILISATION	15.500,00
SARL OLIVIER Cession Paris 9 new store	195.000,00
GOODWILL PARIS 7	522.376,00
GOODWILL FLEURY LES AUBRAIS	265.614,53
GOODWILL ST JEAN DE BRAYE	254.766,00
GOODWILL ROUEN CORNEILLE	261.777,00
GOODWILL PARIS 11	534.867,72
GOODWILL LILLE NATIONAL	633.209,57
GOODWILL LILLE RONCHIN	530.542,09
GOODWILL PARIS 18	393.788,17
GOODWILL PARIS 10	287.635,96
GOODWILL PARIS 20	444.796,69

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

HDP Restauration PURCHASE PARIS 20 BELLEVILLE	65.000,00
CARPA PURCHASE PARIS 20 BELLEVILLE	283.528,00
GOODWILL VILLENEUVE D'ASCQ 1	426.554,79
GOODWILL VILLENEUVE D'ASCQ 2	423.229,94
FONDS DE COMMERCE PARIS 18 DAMREMONT	299.999,00
CURTIS POINT DE VENTE PARIS 18 DAMREMONT	30.000,00
GOODWILL PLOUFRAGAN	10.700,00
DROIT AU BAIL PLOUFRAGAN	120.570,93
GOODWILL CARHAIX	25.000,00
Total Fonds Commercial	7.715.139,57

Les fonds de commerce sont constitués des éléments suivants :

- Clientèle et achalandage associé
- Droit au bail des locaux loués
- Bénéfice de tous les contrats rattachés à l'exploitation du fonds
- Fichiers clients et fournisseurs ainsi que tout document nécessaire à l'exploitation du fonds

Une évaluation des fonds est réalisée chaque année en comparant la valeur d'acquisition du fonds avec la valeur d'usage déterminée d'une manière multi critères (valorisation via un multiple de l'EBITDA, promesses de ventes...). Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Crédit d'impôt compétitivité emploi

Au titre de l'exercice, la société a obtenu une réduction de charges sociales d'un montant de 303 741 € . Cette somme a servi à financer les investissements.

Indemnités de départ en retraite

La société ne provisionne pas ses engagements en matière d'indemnités de départ en retraite.

Conformément à l'article L 123-13, al 3 du Code de commerce et au PCG (art. 531-2/9), une information est fournie en annexe.

Le montant des engagements de l'entreprise vis à vis de ses salariés au titre des indemnités de départ en retraite s'élève à 22 750 euros au 30 Juin 2018 (Charges sociales patronales incluses).

Le montant de ces engagements correspond à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode des unités de crédit projetés, qui prend en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation des salaires et d'actualisation.

Les principales hypothèses s'établissent comme suit:

- convention collective « Restauration rapide »
- âge de départ volontaire à la retraite : 65 ans
- Probabilité de vie et de présence : catégorie "Forte" selon les tables de mortalité générale et de probabilité de présence,
- taux d'actualisation : 4 %
- taux d'augmentation des salaires net de l'inflation : 2 %

Evènements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture de l'exercice, les événements suivants ont marqué la vie de notre société :

- Cession du fonds de commerce de Sainte-Savine en août 2018 ;
- Constatation de la démission de M. Derk THIJS de son mandat de gérant et nomination de M. Andrew BRADLEY en qualité de gérant le 16 juillet 2018 ;
- Résiliation anticipée de la location-gérance de Salon de Provence avec la société HDLP SALON en juillet 2018 ;
- Mise en gérance-mandat de Salon de Provence en juillet 2018 ;
- Mise en location-gérance de Salon de Provence en août 2018 avec la société F2G1.

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à rapporter pour l'exercice clos le 30 juin 2018.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2018
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	9 447 929		706 232		1 301 762
						8 852 399
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 447 929		706 232		1 301 762

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	752 788				752 788
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 485 947		955 461	745 296	3 696 112
	Instal., agencement, aménagement divers	2 100 551		1 096 927	646 310	2 551 168
	Matériel de transport	356 870		24 869	26 664	355 075
	Matériel de bureau, mobilier	288 218		78 006	71 983	294 242
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	573 238		3 109 270	3 275 605	353 091
	Avances et acomptes					53 812
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 557 613		5 264 532	3 275 605	1 843 343

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	729 077		3 135 603	1 977 176	1 887 505
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	729 077		3 135 603	1 977 176	1 887 505

TOTAL	17 734 619		9 106 368	3 275 605	5 122 281	18 443 101
--------------	-------------------	--	------------------	------------------	------------------	-------------------

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2018
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	78 029	142 294	33 137	187 186
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	78 029	142 294	33 137	187 186
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	357 313			357 313
	Instal technique, matériel outillage industriels	594 318	692 729	254 858	1 032 188
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	744 663	293 689	353 993	684 359
	Matériel de transport	223 127	102 137	17 198	308 066
	Matériel de bureau, mobilier	139 433	63 951	52 642	150 741
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 058 853	1 152 506	678 691	2 532 668
TOTAL		2 136 883	1 294 799	711 828	2 719 854

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2018
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières		33 239		33 239
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		33 239		33 239
TOTAL GENERAL			33 239		33 239

Dont dotations et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	1 469 946	165 362	1 304 584
	Autres immobilisations financières	417 559		417 559
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	355 376	355 376	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 250	3 250	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 543	8 543	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	646 108	646 108	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	58 598	58 598	
	Divers	132 330	132 330	
	Groupe et associés (2)	31 674	31 674	
	Débiteurs divers	1 606 392	1 606 392	
	Charges constatées d'avances	144 026	144 026	
	TOTAL DES CREANCES	4 873 802	3 151 659	1 722 143
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		1 228 430		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		66 756		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	35 000	35 000		
	Fournisseurs et comptes rattachés	779 264	779 264		
	Personnel et comptes rattachés	969 182	969 182		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	549 448	549 448		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	147	147		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	90 937	90 937		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	14 067 999		14 067 999	
	Autres dettes	355	355		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		16 492 332	2 424 333	14 067 999	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Produits à recevoir		259 701
Autres créances clients <i>Cls fact à établir FRCE</i>	<i>127 370</i>	127 370
Autres créances <i>Produits à recevoir CICE</i>	<i>132 330</i>	132 330

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des Charges à payer		1 395 572
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		446 612
<i>FOURNIS.FACT.NON PAR</i>	<i>303 273</i>	
<i>Frs FNP Groupe</i>	<i>133 576</i>	
<i>Frs FNP Month End</i>	<i>9 763</i>	
Dettes fiscales et sociales		948 960
<i>Dettes prov salaires</i>	<i>2 598</i>	
<i>CONGES A PAYER</i>	<i>497 592</i>	
<i>Participation des salariés</i>	<i>191 163</i>	
<i>IJSS</i>	<i>9 972</i>	
<i>Pers. autres charges à payer</i>	<i>272</i>	
<i>Charges sociales sur salaires</i>	<i>98 086</i>	
<i>ORG.SOC. CH/CONGES A</i>	<i>149 277</i>	

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		30/06/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		5 000,00	10,0000	50 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		5 000,00	10,0000	50 000,00

--

ANNEXE - Elément 13

Effectif moyen

		30/06/2018	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		10	
	Professions intermédiaires			
	Employés		221	
	Ouvriers			
	TOTAL		231	

--

Identité de la société mère consolidant les comptes

30/06/2018

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
DOMINO'S PIZZA ENTREPRISE LIMITED Level 5, KSD1, 485 Kingsford Smith Drive, Hamilton QLD 4007,	LTD	192 808 000	100,00

Montant du capital en devise Australienne (AUD)

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	30/06/2018
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				144 026
CCA Services			144 026	
CCA Assurance				
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				144 026

ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		13 990 301
Ventes de marchandises		13 614 106
<i>Ventes magasins corporates</i>	<i>13 614 106</i>	
Production vendue Services		376 195
<i>LOCATIONS DIVERSES</i>	<i>363 143</i>	
<i>AUTRES PROD.ACTI.ANN</i>	<i>13 052</i>	
Chiffre d'affaires par marché géographique		13 990 301
Chiffre d'affaires FRANCE		13 990 301
<i>Ventes magasins corporates</i>	<i>13 614 106</i>	
<i>LOCATIONS DIVERSES</i>	<i>363 143</i>	
<i>AUTRES PROD.ACTI.ANN</i>	<i>13 052</i>	

ANNEXE - Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	30/06/2018	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		557 396	118 718	438 678
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		399 366	85 059	314 307
RESULTAT COMPTABLE		956 762	203 777	752 985

(1) après retraitements fiscaux.

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnité de départ en retraite (charges sociales incluses)	22 750	
	22 750	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	22 750	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

ANNEXE - Elément 11

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Etat exprimé en euros

30/06/2018

ACCROISSEMENTS	Provisions règlementées	
	Autres	
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		

ALLEGEMENTS	Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	63 721
	Investissement effort construction	10 757
	Autres	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		74 478

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	30/06/2018	30/06/2017	%	%	30/06/2018	30/06/2017	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	12 000	10 600	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	12 000	10 600	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	12 000	10 600	100,00	100,00				

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

30/06/2018

Total des produits exceptionnels		2 946 659
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 946 659
<i>Cession Immob.Incorporelles</i>	<i>1 950 800</i>	
<i>Immob. corporelles</i>	<i>10 719</i>	
<i>Cession immo corporelles</i>	<i>985 140</i>	
Total des charges exceptionnelles		2 460 055
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		8 396
<i>PENALITES ET AMENDES</i>	<i>8 396</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		2 420 782
<i>VNC IMMO INCORPORELLES</i>	<i>1 354 652</i>	
<i>VNC immobilis. corporelles</i>	<i>1 066 130</i>	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		30 877
<i>Dot/Amort Exceptionels Immo</i>	<i>30 877</i>	
Résultat exceptionnel		486 604